Zeitschrift: Das Rote Kreuz : offizielles Organ des Schweizerischen Centralvereins vom Roten Kreuz, des Schweiz. Militärsanitätsvereins und des Samariterbundes

Herausgeber: Schweizerischer Centralverein vom Roten Kreuz

Band: 54 (1946)

Heft: 51

Artikel: Ringsum Not - wir helfen!

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-557200

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Message de la Croix-Rouge française

La Croix-Rouge suisse se fait un devoir de communiquer le message suivant que le Président de la Croix-Rouge française vient de lui faire tenir à l'attention du Peuple suisse:

L'action du peuple suisse, de la Croix-Rouge suisse, de son Secours aux enfants, a permis aux familles françaises, aux enfants sous-alimentés, atteints dans leur croissance par de longues et sévères privations, ou mutilés par les mines et les éclats de bombes, de bénéficier d'une large et réconfortante assistance.

Nombreuses sont les familles suisses — elles sont plus de 70.000 — qui ont ouvert leur foyer à ces petits Français, les ont accueillis avec affection, les ont pendant trois mois, distraits, soignés, gâtés. Elles leur ont rendu la joie de vivre, leur faisant oublier les spectacles dont leurs yeux d'enfants avaient malheureusement enregistré les misères.

La Croix-Rouge française ne pouvant s'adresser respectivement à chacune de ces familles, à chacun des citoyens suisses, pour leur exprimer sa reconnaissance et les remercier de leurs attentions, de tous leurs sacrifices, demande aujourd'hui à la Croix-Rouge suisse de transmettre à tous ceux qui l'ont aidée dans sa magnanime action de bienfaisance et de charité, l'assurance de la gratitude des familles, le simple merci des enfants de France, qui n'oublieront pas la généreuse sympathie de la Suisse, serviable et désintéressée, à l'instar du bon Samaritain, dont la parabole trouve dans de tels actes, sa noble et touchante interprétation.

par la misère, frapper à la porte du dépôt de vêtements de la Croix-Rouge suisse, à Budapest. Ils arrivent d'un camp de réfugiés très éloigné. Tous sont des Hongrois, chassés de la Haute-Hongrie et n'ayant pu emporter que les habits qu'ils ont sur le corps. La détresse de ces fugitifs est si grande que la Croix-Rouge suisse de Budapest a décidé d'envoyer une délégation à ce camp pour s'assurer de la situation. Ils sont revenus bouleversés de la terrible misère qui règne parmi ces réfugiés. Ces pauvres gens vivent dans des locaux froids et humides, sans un lit, ni une paillasse, aucune couverture, point de table ni de siège. Une misère et une détresse indescriptibles. Ces malheureux n'ont pas de combustibles, ni aucun vêtement chaud. La nourriture consiste en une maigre soupe aux poids, servie deux fois par jour. Les délégués de la Croix-Rouge suisse sont retournés à ce camp, emmenant avec eux toutes les réserves de leur dépôt, mais le stock était notoirement insuffisant! Aussi attendent-ils, pleins d'espoir, un nouvel envoi de Suisse qui leur permettra de secourir ces milliers de réfugiés. Le froid se fait plus rude chaque jour. Il est urgent d'agir et d'agir vite. Les sections de la Croix-Rouge suisse ont réouvert partout leurs centres de ramassage et accueilleront avec une profonde reconnaissance tous vêtements, pièces de lingerie, chaussures, matériel de couture et de raccommodage qui y seront déposés.

Des camions pour ceux qui n'en ont pas

Dans plusieurs garages de Genève, de gros camions Chevrolet d'armée sont en ce moment à la peinture, et pendant qu'on met la dernière main à leur revision, on appose sur leurs portières des inscriptions en langues étrangères et des Croix-Rouges.

Il y a là vingt de ces camions, qui vont être envoyés tout prochainement aux Sociétés de Croix-Rouge de Yougoslavie, de Pologne, de Roumanie, d'Autriche et de Hongrie, qui toutes, sont particulièrement dépourvues à l'heure actuelle de moyens de transports.

Ces véhicules, qui seront si bien venus, proviennent d'un don important de cinquante camions que la Croix-Rouge canadienne avait remis au Comité International, à Genève, en automne 1945, pour lui permettre de transporter les secours qu'il était chargé d'acheminer sur les différents camps de prisonniers alliés en Allemagne. Par la suite, la Croix-Rouge canadienne a confirmé qu'il s'agissait bien d'un don, et a seulement exprimé le vœu que, lorsque le Comité n'en aurait plus l'emploi, ces camions soient offerts à des Sociétés nationales qui n'auraient pas la possibilité d'en acheter.

Il est clair que tous ces camions ne «répondront plus à l'appel» aujourd'hui. Quelques-uns ont été victimes d'accidents au cours des hostilités et ont été démontés pour fournir des pièces de rechange à ceux qui en avaient besoin. Un autre a été volé au printemps 1945 pendant la débâcle, et quelques-uns seront vendus pour payer les frais de réparation et de transports. Enfin il en reste encore seize dans les différentes délégations du Comité en Europe, qui sont employés à la distribution de secours aux prisonniers et aux populations civiles.

Mais tout ce qui est disponible sera remis aux Croix-Rouges qui ont perdu pendant la guerre la plus grande partie de leurs moyens, et ils serviront encore tant qu'ils pourront marcher.

25 ans après...

En 1916, pendant la bataille de la Somme, un soldat anglais avait pris le portefeuille d'un prisonnier de guerre allemand. A part quelques lettres et des cartes postales illustrées, ce portefeuille ne contenait pas d'objets de valeur. Il représentait pourtant, dans la vie monotone du prisonnier, un fragment de sa patrie. Mais les événements lui firent oublier peu à peu sa perte.

Des années passent. Une nouvelle guerre éclate. De nouveau des soldats allemands et anglais s'affrontent sur les champs de bataille. Parmi eux se trouve le soldat anglais avec le portefeuille du soldat allemand. Il aurait évidemment dû le renvoyer, mais depuis longtemps il l'avait oublié et ce n'est qu'au moment de reprendre ses effets militaires qu'il l'a retrouvé. Il l'a emporté avec lui en France, avec le faible espoir de trouver peut-être un moyen de le restituer.

Mais il est jeté dans le tourbillon de la bataille de Dunkerque, et le portefeuille revient avec lui en Angleterre. Maintenant il ne veut à aucun prix le garder. Lors d'un court séjour à Londres, il aperçoit une inscription sur un immeuble: «Delegation of the International Committee of the Red Cross»... Il entre, remet le portefeuille et reçoit en échange un reçu. Il espère maintenant que tout sera mis en œuvre pour le faire parvenir à son propriétaire ou à sa famille, si peu important que cela puisse paraître.

En effet, le portefeuille est envoyé à l'Agence Centrale des Prisonniers de Guerre à Genève et de là aux autorités militaires à Berlin.

Quelques semaines plus tard, Monsieur J. E. reçoit un pli officiel muni de l'inscription «Haut-Commandement de la Wehrmacht»... Son cœur est près de s'arrêter... En temps de guerre, un tel envoi signifie le plus souvent le pire. De ses doigts tremblants, il ouvre le pli et trouve le vieux portefeuille. Il en tombe un petit billet écrit à la main: «Please apologize!» Excusez-moi! Puis il sort les lettres et les cartes postales illustrées de 1916 qui lui avaient été adressées pendant cet été si chaud, où il se trouvait devant Amiens. C'est son portefeuille qui lui avait été pris pendant la bataille de la Somme, et qui, un quart de siècle plus tard, au cours d'une nouvelle guerre, lui est revenu...

Ringsum Not - Wir helfen!

Die grosse Wanderbewegung in Deutschland, die nach Kriegsende teils durch die Flucht der verschiedenen Bevölkerungsteile, teils durch das Rückströmen ehemals evakuierter Menschen eingesetzt hatte, ist nach anderthalb Jahren immer noch nicht abgeschlossen. Der Strom der Menschen, der sich in das stark verkleinerte Deutschland ergiesst, kann dort umso schwieriger in eine lebenswürdige Lage gebracht werden, als gleichzeitig der Wohnraum um fast die Hälfte verringert ist, die Industrie lahm liegt, der Verwaltungsapparat neu gestaltet werden muss und die landwirtschaftliche Produktion durch den starken Raubbau während des Krieges wesentlich zurückgegangen ist. Rund 14—15 Millionen Deutsche, vorwiegend aus Ost-Deutschland, haben im Bereich der vier Besatzungszonen Aufnahme gefunden.

Der Mangel an Wohnraum, Arbeitsplätzen, Kleidung und an sämtlichen Gegenständen des täglichen Bedarfs macht die Lage der Flüchtlinge zu einem schweren sozialen Problem. Dabei ist das Bekleidungsproblem augenblicklich eines der schwierigsten. Selbst bei den primitivsten Anforderungen verlangt das deutsche Klima im Winter ein Mindestmass von Bekleidung und Schuhwerk. 12 bis 13 Millionen Flüchtlinge besitzen keine Winterkleider. Sie müssen ausgerüstet werden mit einem Kleid, einem Mantel, einem Paar Schuhe, mit zwei Garnituren Unterwäsche, mit einer Kopfbedeckung, mit zwei Decken

und zwei Handtüchern. Die Lösung dieses Problems liegt aber nicht in der Bereitstellung der Geldmittel, sondern in der Beschaffung der Textilrohstoffe.

Die Flüchtlinge, die oft in Wagen wohnen und denen aus Arbeitsmangel keine Arbeit zugewiesen werden kann, wären froh, auch zerrissene Kleider zu erhalten, die sie sich selbst zurechtschneidern könnten. *Das Schweizerische Rote Kreuz* nimmt deshalb auch zerrissene Kleider entgegen. Es hat im ganzen Land seine Sammelstellen wieder geöffnet.

Die herrschende Kleidernot wird eindrücklich durch die folgenden kleinen Ausschnitte aus Berichten über Deutschland illustriert:

Baden-Baden. Was die Kleidung betrifft, wurde festgestellt, dass sie für die kalte Jahreszeit nicht ausreicht. Ein besonderer Notstand herrscht allgemein bei den Schuhen. Viele Kinder tragen zu kleine Schuhe, die vorne aufgeschnitten sind, damit die Zehen Platz haben, andere Kinder tragen selbstgenähte Pantoffeln und Holzsandalen, die aber bei schlechtem Wetter nicht genügen. Die Schuhmacher sind aus Mangel an Material nicht in der Lage, Reparaturen auszuführen; sie führen Reparaturen nur gegen Abgabe von Leder, Gummi, Nägeln usw. aus. Nach Angabe des Schulamtes befinden sich von 3400 Volksschülern 2900 ohne oder mit fast unbrauchbaren Schuhen und Strümpfen. Viele Kinder können die Schule nicht mehr besuchen.

Rastatt. In Rastatt erfolgte seit Februar 1945 keine Zuteilung an Kleidern mehr. Die erste Zuteilung von Schuhen seit Frühling 1945 geschah im April 1946 mit je einem Paar Holzschuhen für 500 Einwohner, dann im Mai für 400 Einwohner. Lederschuhe werden keine ausgegeben. Im Februar und Mai 1946 wurden zu Reparaturzwecken je ein Paar Ledersohlen für 100 Einwohner zugeteilt. Eine besondere Not besteht zudem darin, dass im Rastatter Städtischen Krankenhaus die Betten nur dann belegt werden können, wenn die Patienten eigenes Bettzeug mitbringen.

Gaggenau. Von den 1400 Familien der Stadt wurden durch Luftangriffe 40 % total, 30 % schwer und leicht geschädigt. Das hatte bei 70 % der Bevölkerung den Verlust von Hab und Gut und vor allem der Kleidung und des Hausrats zur Folge. Der verbliebene Rest der Kleidung ist aufgebraucht. Die Männer besitzen einen einzigen Anzug. Im Winter gehen die Männer ohne Hemd. Die Kinder sind ihrer Kleidung entwachsen, neue Kleidung zu beschaffen ist unmöglich. Viele Kinder können die Schule aus Mangel an Schuhen nicht besuchen. Seit Mai 1945 betrug die Schuhzuteilung total 28 Paar Herrenschuhe, 144 Paar Frauenschuhe, 147 Paar Kinderschuhe für die ganze Stadt (Schuhe mit Holzsohle und Stoffoberteil).

Aus jeder Stadt, aus jeder Ortschaft Deutschlands klingen die Berichte ähnlich: Katastrophaler Textilmangel. Kein Schutz gegen die einsetzende Winterkälte! Umso rascher muss die schweizerische Hilfe einsetzen, wenn sie nicht zu spät kommen will.

Ueber die Lage in *Wien* schreibt uns ein Mitarbeiter des Schweizerischen Roten Kreuzes, Kinderhilfe:

«Mit grosser Sorge sehen die Wiener und Niederösterreicher dem Winter entgegen; denn die Versprechen, die bezüglich der Ernährung, Bekleidung und Heizung gemacht wurden, können nicht eingehalten werden. Bis vor kurzem konnte die Bevölkerung ihre Mahlzeiten mit etwas Obst und Gemüse reichlicher gestalten. Nun sind aber diese Herrlichkeiten schon wieder vom Markt verschwunden, und es heisst, mit 1200 Kalorien auszukommen. Die Stimmung, vor allem unter den Arbeitern, ist sehr schlecht; denn mit diesen Rationen kann ein Mensch unmöglich leben und dazu noch arbeiten. Zu kaufen gibt es praktisch immer noch nichts, auf alle Fälle keine Kleider, Wäsche oder gar die so notwendigen Schuhe.

Die Leute sind tatsächlich gezwungen, sich Lebensmittel, Kleider, die verschiedenen Gebrauchsgegenstände auf dem schwarzen Markt zu kaufen, wenn sie leben wollen. Nun verdient aber ein Arbeiter monatlich nur 150—200 Schilling. Viele Mütter müssen jedoch mit einer monatlichen Rente von 80—120 Schilling auskommen und dabei noch mehrere Kinder durchbringen; ein Kilogramm Brot kostet im Schwarzhandel 25 Schillinge.

Ueberall nimmt die Tuberkulose bei Kindern und Erwachsenen erschreckend zu. Die Tuberkulosefürsorge arbeitet Tag und Nacht; und doch kann nur sehr wenig geholfen werden. Unterernährung und unzulängliche Wohnverhältnisse hindern jede Besserung. Zudem ist gegenwärtig die Zuteilung von Gas, Licht- und Heizstrom stark eingeschränkt, und ein wegen Strommangels stillstehendes Tram gehört zur Wiener Tagesordnung. Die Strassen werden im Turnus beleuchtet.

Der Mangel an Schuhen macht sich bei Kindern und Erwachsenen immer bitterer bemerkbar. Es ist gar nicht selten, dass Mütter und Grossmütter die Kinder bei schlechtem Wetter auf dem Rücken zur Schule tragen müssen. Am schlimmsten dran sind wohl die kleinen Kinder von 0—4 Jahren; denn die Kinder dieser Altersstufe werden von keiner Hilfsorganisation erfasst.»

Von 1917 bis?

Mitte November 1917 wurde in Genf zwischen dem Abgeordneten des Bulgarischen und einem Vertreter des Serbischen Roten Kreuzes ein Abkommen abgeschlossen, in dem sich beide Staaten verpflichteten, den Zivilinternierten ähnliche Rechte zuzuerkennen wie den Kriegsgefangenen.

Eine vollständige Liste der sich in Bulgarien aufhaltenden Zivilisten sollte an das Internationale Komitee vom Roten Kreuz gesandt werden, und der serbische Staat verpflichtete sich zur gleichen Handlungsweise. Den Zivilpersonen wurden dieselben Rechte eingeräumt wie den Kriegsgefangenen. Sie durften in gleicher Weise korrespondieren, sie erhielten ebenfalls Lebensmittel und Kleider, wie die sich in den Händen des Gegners befindlichen Kriegsgefangenen.

Dieses wichtige Abkommen, ein erster Schritt zugunsten der Zivilinternierten, trägt die Unterschrift des interimistischen Präsidenten des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz, Ed. Naville, des Delegierten des Bulgarischen Roten Kreuzes, Mikoff, des Delegierten des Serbischen Roten Kreuzes, L. Markovitch, des Vizepräsidenten des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz, Dr. Ferrière, und dessen Generalsekretärs, Paul des Gouttes.

Seit Beendigung des ersten Weltkrieges bemüht sich das Komitee in Genf, eine Konvention zum Schutze der Zivilinternierten in Feindeshand und der Zivilbevölkerung überhaupt in vom Feinde besetztem Lande aufzustellen. 30 Jahre sind verflossen seit jenem ersten Versuch einer Uebereinkunft. Die Erfahrungen des zweiten Weltkrieges, dessen Grausamkeit vor dem kleinen Kinde so wenig Halt machte wie vor der gebrechlichen Greisin, sollen nun in einer Konvention zum Schutze der Zivilbevölkerung berücksichtigt werden. Das Internationale Komitee und die nationalen Rotkreuz-Gesellschaften haben sich die Aufgabe gestellt, diese «Charta zum Schutze der Zivilisten» der nächsten internationalen Rotkreuz-Konferenz zur Annahme vorzulegen.

Da aus Südfrankreich keine Kindertransporte mehr zu erwarten sind, die Transporte aus Paris und Nordfrankreich aber nach Basel geleitet werden können, hat das Schweizerische Rote Kreuz, Kinderhilfe beschlossen, seine einst so tätige Empfangsstation Genf, die Zehntausenden von französischen Kindern Aufnahme gewährt hat, zu schliessen. Damit geht in Genf eine ausserordentlich segensreiche Arbeit zu Ende, und dem Schweizerischen Roten Kreuz, Kinderhilfe liegt daran, den vielen Genfer Mitarbeitern, die sich immer wieder in treuer Selbstverständlichkeit bei der Ankunft und Abfahrt der kleinen Franzosen zur Verfügung gestellt haben, herzlich zu danken. Sollte doch noch ein Transport im Laufe des Jahres 1947 über Genf ein- oder ausreisen, so wird sich die Sektion Genf dieser Arbeit annehmen.

Das Hauptgewicht der Kindereinreisen liegt heute durch die vermehrten Transporte aus Oesterreich und Ungarn in Buchs und aus Deutschland in Basel. So gedenkt das Schweizerische Rote Kreuz, Kinderhilfe, in den nächsten drei Monaten die folgenden Kindertransporte zu organisieren:

Dezember:

850 Kinder aus Wien und Niederösterreich;
67 prätuberkulöse Kinder aus Budapest f. d. Präventorium Miralago.
350 Kinder aus den Ardennen und St-Nazaire.
450 Kinder aus der Steiermark und Kärnten.
250 Kinder aus Carrara (Italien).
200 Kinder aus Schottland.

Januar:

900 Kinder aus Wien und Niederösterreich.
450 Kinder aus Mannheim.
160 Kinder aus Glasgow.
450 Kinder aus Kiel.

Februar:

200 Kinder aus Middlesex, Surrey, Croydon.
450 Kinder aus Wien und Niederösterreich.
450 Kinder aus Essen, Müliheim, Oberhausen.
450 Kinder aus Ungarn.

Fortsetzung auf Seite 414

Im Zusammenhang mit frühern nicht ganz erfreulichen Diskussionen dürfte die Konfession der in den vergangenen Monaten (1. Januar 1946 bis 31. Okt. 1946) hereingebrachten Kinder interessieren:

	Protestantisch	Katholisch	Jüdisch, konfessionslos oder andere Religionen	Total
Frankreich	386	4837	210	5433
Holland	2351	681	711	3743
Italien	108	1689	2	1799
Oesterreich	854	9562	223	10639
Tschechoslowakei	154	343	200	697
Polen	3	799	3	805
Jugoslawien	—	6	195	201
Deutschland	1871	1194	86	3151
England	340	51	16	407
Ungarn	132	314	11	457
Spanien (Frankr.)	7	29	24	60
Total:	6206	19505	1681	27392

Auch die «Aide aux mutilés civils» des Schweizerischen Roten Kreuzes nimmt ihren Fortgang. Am 21. November ist der zweite Transport mit 13 Kindern aus der Normandie in Genf eingetroffen. Es handelt sich um Beinamputierte, die alle im «Hospice Orthopédique» in Lausanne untergebracht werden konnten.

Am 22. November sind 13 junge Leute, die am 14. September aus der Normandie in die Schweiz kamen, mit Prothesen versehen, gesund und vergnügt in ihre Heimat zurückgekehrt. Montag den 25. November ist der letzte Transport aus den Vogesen mit 17 Kindern eingetroffen, die auf verschiedene Institute der Schweiz verteilt werden.

Anfang Dezember führt das Schweiz. Rote Kreuz eine Rekognoszierungsreise nach Italien durch. Seine Delegierten werden das von Italienern neu eingerichtete Heim für Kriegsverstümmelte in Arosio in der Nähe von Mailand besichtigen. Die Aktion für Oberitalien wird voraussichtlich an Ort und Stelle durchgeführt. Schweizer Aerzte und Bandagisten werden die Prothesen liefern. Diese Aktion wird von der Schweizer Spende finanziert.

An unsere Abonnenten und Leser

Infolge der allgemeinen Teuerung in bezug auf die Herstellung der Rotkreuzzeitung sieht sich der Verlag veranlasst, den Abonnementspreis ab 1. Januar 1947 um 20 Rp. zu erhöhen.

Innerhalb der verflossenen fünf Jahre hat der Verlag sämtliche Teuerungszuschläge allein getragen. Mit dem neuen, bescheidenen Aufschlag von 20 Rp. pro Jahr sind die Teuerungszuschläge bei weitem nicht ausgeglichen. Der Verlag muss nach wie vor einen ansehnlichen Anteil dieser Kosten selbst übernehmen.

Der Jahres-Abonnementspreis für «Das Rote Kreuz» beträgt somit ab 1. Januar 1947 für 52 Nummern Fr. 2.90.

Wir sind überzeugt davon, dass die verehrten Abonnenten und Leser diese Massnahme, durchgeführt unter dem Zwange der Verhältnisse, ohne weiteres verstehen werden.

Verlag wie Redaktion werden auch weiterhin alles daran setzen, um die schweizerische Rotkreuzzeitung zum Wohle unserer Heimat und im Interesse der vaterländischen Pflichten und Aufgaben weiter zu führen und weiter zu entwickeln.

Verlag und Redaktion.

Immer noch Kriegsgefangene

Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz hat wiederholt betont, dass es solange auf die Ausübung seiner Tätigkeit nicht verzichten könne, als es noch Kriegsgefangene gibt, deren Rechtslage durch die Genfer Abkommen geregelt wird. Bei solchen Gelegenheiten wurde von fünf, später von drei Millionen Gefangenen gesprochen. Wie man aber sieht, ist die Allgemeinheit in dieser Frage durchaus nicht klar unterrichtet. Die Oeffentlichkeit wurde kürzlich durch ein Rundschreiben des Internationalen Komitees über die Schritte aufgeklärt, die unter zweien Malen unternommen wurden, um endlich — mehr als ein Jahr nach Kriegsende — die Befreiung der Kriegsgefangenen zu erwirken, oder doch wenigstens genaue Auskünfte über ihr Los zu erhalten.

Auf Grund verlässlicher Informationen können wir den derzeitigen Stand der Kriegsgefangenen in grossen Zügen folgendermass angeben: Die *deutschen Kriegsgefangenen* bilden die Mehrheit. In Frankreich (Nord-Afrika) befinden sich 650'000, plus 55'000 in amerikanischer Hand; in Belgien noch 54'000, dazu 15'000 in amerikanischer Hand; in Deutschland, in den Westzonen 120'000; in Griechenland 1300; in Norwegen 4000; in Polen 40'000; in der Tschechoslowakei 14'000; in Jugoslawien 115'000. Nach einem vor kurzem von den *englischen Behörden* veröffentlichten Plan sollen die 392'000 noch im britischen Mutterland stationierten Kriegsgefangenen in Gruppen von 15'000 monatlich rapatriiert werden, was eine Zeit von zwei Jahren erfordern wird. In Italien befinden sich noch 45'000 in englischer und 26'000 in amerikanischer Hand; im Mittleren Orient 98'000 und in Australien 1500. Die Totalsumme der deutschen Kriegsgefangenen beträgt somit für alle Länder 1'545'000. Zu dieser Zahl muss man natürlich noch diejenigen hinzurechnen, welche in URSS. zurückgehalten sind. Man schätzt sie auf nahezu 2—3 Millionen.

Die Italiener befinden sich durchwegs alle im Stadium der Heimschaffung. Mangels Transportmitteln werden diese Operationen noch längere Zeit andauern. In Australien befinden sich noch 16'000; in Südafrika 18'000; in Kenya 22'000 und in Niederländisch-Indien 8000. Hierzu muss noch bemerkt werden, dass in Niederländisch-Indien 14'000 holländische Zivilinternierte und eurasische Internierte sowie 500 Deutsche stationiert sind.

Nun zu den *Japanern*. Sie sind grösstenteils bereits rapatriiert. Jedoch befinden sich noch 50'000 in China und auf den Philippinen sowie in der Mandschurei, und in der sowjetrussischen Zone noch nahezu eine Million. Wie man sieht, handelt es sich noch immer um sehr grosse Ziffern.

In den *Vereinigten Staaten* gibt es keine deutschen Kriegsgefangenen mehr; aber die Lage ist nicht so einfach, wie sie scheint. Weithin herrscht die Ansicht, dass alle nach Deutschland heimgeschafft und befreit worden seien. In Wirklichkeit aber wurden sie im allgemeinen den britischen, französischen und belgischen Behörden übergeben. Eine gewisse Anzahl untersteht noch den amerikanischen Behörden in Europa: Nach Frankreich wurden 55'000, nach Belgien 15'000, nach Deutschland 40'000, nach Italien 30'000 geschafft, was eine Totalsumme von 140'000 ergibt.

Angesichts dieser Sachlage kann man dem Präsidenten des Amerikanischen Roten Kreuzes, Basil O'Connor, zu seinem in der Septembernummer des «Kuriers des Amerikanischen Roten Kreuzes» er-